Protection sociale : l'autre réforme

L'exigence forte, portée par le mouvement social, d'un retrait du plan Juppé et de réforme de progrès concerne tout particulièrement la Sécurité sociale.

Dans le dernier numéro de notre revue plusieurs articles analysaient la nature régressiv et les conséquences financières des mesures proposées par le Premier ministre, et engageaien le débat sur des solutions alternatives, notamment en ce qui concerne la taxation des produits finar ciers et l'assiette des cotisations patronales (*).

Nous publions ici de nouveaux documents qui contribuent à l'approfondissement et à l'élargisse ment de cette démarche :

- **l'Appel pour une autre réforme de la Sécurité sociale, rendu public le 6 décembre 1995 qui a recueilli, depuis, plusieurs centaines de signatures nouvelles et servi de base à l'engagement d'ur travail collectif et pluraliste sur les grandes questions en débat ;**
- **la contribution d'un collectif de la commission économique du PCF qui chiffre ses propositions pour un autre financement de la Sécurité sociale ;**
- **une analyse portant sur les causes structurelles du déficit de la Sécurité sociale avec des révéla tions sur le rôle joué par la participation et les accords d'intéressement d'entreprise dans le « trou » de la Sécurité sociale.**

---

* R. Hue, « Un recul de civilisation » ; A. Guelmami, « Comptes et mécomptes : qui paiera ? » ; C. Mills, « Cotisations patronales : quelle assiette ? » ; J.C. Louchart et C. Mills, « Autres propositions de réforme et éléments de critique ». *Economie et Politique*, octobre-novembre 1995.

Appel pour une autre réforme de la Sécu

POUR UNE REFORME AUDACIEUSE DE LA PROTECTION SOCIALE. RENFORCER SON EFFICACITE ET NON LA DEMANTELER

NOUS VOULONS UNE REFORME AUDACIEUSE, REALISTE, DE PROGRES DE LA PROTECTION SOCIALE. Elle devrait rompre avec le soutien aux placements spéculatifs des entreprises et avec les agressions contre les salariés, pour renforcer de façon novatrice l'efficacité sociale des acquis sociaux au plan national et au plan européen.

NOUS NOUS OPPOSONS AU PLAN JUPPE SUR LA PROTECTION SOCIALE. Ce plan, en frappant de façon écrasante les salariés, les retraités, les familles, et en épargnant les revenus financiers des entreprises, aggrave toutes les difficultés, par une fuite en avant qui fait dangereusement régresser la solidarité sociale.

NOUS PARTAGEONS CES DEUX DEMANDES SIMPLES ET FORTES du mouvement social de retrait du plan et de réforme de progrès. Mais nous considérons aussi comme de notre responsabilité d'appeler à un débat d'idées rigoureux contre les fausses solutions et pour des propositions de progrès social hardies.

ON PRETEND ACCROITRE UNE PRELEVEMENT ETENDU A TOUS LES REVENUS ? En réalité on veut fiscaliser, en prélevant avant tout lourdement sur les salariés en activité, au chômage ou retraités. Et au contraire, si les revenus financiers des ménages sont quelque peu concernés, ceux, bien plus considérables des entreprises, y compris les banques et institutions financières ne sont pas touchés. Le fait qu'on ne touche pas à ces revenus financiers, les plus importants par leur ampleur et leurs effets contre la croissance réelle, est caché à l'opinion. Nous demandons que ces "produits financiers" des entreprises soient mis à contribution en priorité.

ON PRETEND S'OPPOSER A UN SYSTEME DE COTISATIONS QUI PENALISE L'EMPLOI ? Mais on continue à étendre les exemptions de cotisations sociales, favorisant la substitution d'emplois "aidés" à d'autres emplois ainsi que l'émulation pour la baisse de tous les salaires. Cette baisse systématique des salaires agit contre la croissance de la demande, de la qualification, des dépôts gratuits des salaires dans les banques et donc contre les conditions d'une relance saine de l'emploi. Au contraire, on pourrait étudier la mise en place d'une modulation nouvelle de l'assiette des cotisations sociales patronales, (par exemple sur une base rapportant les salaires versés à la valeur ajoutée "globale", produits financiers compris, des entreprises) pour faire payer moins celles qui font relativement plus de salaires, c'est à dire d'emplois en quantité et en qualité, et plus celles qui font l'inverse.

ON PRETEND A UN MAITRISE NOUVELLE DES DEPENSES DE SANTE ? Mais même le livret de santé qui pourrait être très utile est conçu essentiellement pour comprimer les dépenses et les soins, non pour économiser par de meilleures affectations des dépenses. Une utilisation plus efficace de l'argent devrait considérer notamment le long terme avec a prévention qui demande dans l'immédiat des dépenses plus importantes, ou encore la mise en cause des gâchis et des surprofits des trusts pharmaceutiques, et aller de pair avec des consultations et interventions des usagers eux-mêmes.

ON PRETEND FAVORISER LE DEBAT PUBLIC SUR LES OPTIONS DE LA PROTECTION SOCIALE ? Mais au lieu d'étendre les possibilités d'intervention des usagers et des travailleurs, on veut enfermer le débat dans les votes du Parlement. La démocratisation de la gestion de la protection sociale devrait instituer, au côté de l'action des élus syndicaux et patronaux, non seulement des débats au Parlement et des engagements publics de l'Etat, mais aussi l'intervention directe des acteurs sociaux de base et de toutes les populations concernées. On développe des a mations superficielles du genre "l'Etat c'est tous citoyens", en cachant le poids des charges financiè des marchés financiers et des banques sur tous endettements et déficits publics, sociaux, des serv publics.

ON PRETEND SUPPRIMER LES DEFICITS PUBLICS ET SOC PAR LA COMPRESSION DES DEPENSES ET L'AUGMENTA DES PRELEVEMENTS POUR LA GRANDE MAJORITE DE LA P LATION ? Mais en cédant ainsi aux injonctions des chés financiers, des orientations monétaires europ nes actuelles, et des lobbies patronaux, on contri rait à déprimer encore la croissance réelle globale donc les recettes, ce qui entretiendrait les déficits. autre façon d'agir contre les déficits serait d'orga une relance concertée de la croissance, et donc recettes publiques et sociales, en favorisant des dé ses initiales décisives pour la croissance de l'empl la production réelle, et des budgets bien plus hardis la formation (notamment pour l'enseignement supéri la recherche, la coopération nationale et internatio pour l'emploi efficace. C'est l'attaque des emplois crée les déficits sociaux et non les déficits sociau créent le chômage !

L'ENSEMBLE DU PLAN JUPPÉ — QU'IL S'AGISSE DE LA SA DES RETRAITES, DE LA POLITIQUE FAMILIALE, DES FINA MENTS ETC. — EST INACCEPTABLE. UNE DISCUSSION ET NEGOCIATION NOUVELLES DOIVENT S'OUVRIR, AVEC TO LES PARTIES PRENANTES ET UN PLURALISME VÉRITABLE EXPERTS CONSULTÉS POUR UNE REFORME DE PROGRÈS, A CIEUSE, RÉSOLUMENT MODERNE ET NON DE LIQUIDATION PROGRÈS ANTÉRIEURS.

Les signatures et les dons sont recueillis par :
Catherine Mills - Fax. 46.72.07.88

PREMIERS SIGNATAIRES

Françoise ABIVEN, IATOS ; **Pascal ACOT**, chercheur CNRS ; **Jérôme ANCONINA**, étudiant en lettres ; **Maryse ANDREANI**, profess la faculté de médecine ; **Florence AUDIER**, chercheur CNRS ; **Raphaël AULAS**, étudiant ; **Yves AYME**, chef de service hospitalier ; **A BACHET**, direction des affaires sociales, Paris ; **Daniel BACHET**, sociologue ; Dr **Stéphane BARBAS**, psychiatre des hôpitaux ; **Jean-M BARBIER**, professeur des universités, CNAM ; **Patrick BECHOTEAU**, administrateur CNAF ; **S. BEN BOUZID**, sociologue ; **Jourdan B DETTI**, gestionnaire ; **Georges BENSAID**, maître de conférences, sciences économiques, Paris-I ; **Gilbert BEREZIAT**, professeur à la fa de médecine ; **Catherine BERNIE-BOISSARD**, maître de conférences, économie, univ. Paul-Valéry, Montpellier ; **Alain BERTHO**, sociolo **Michèle BERTRAND**, professeur des universités, philosophe ; **Thierry BERTRAND**, ergonome ; **F. BERTUCCHI**, ingénieur de recherche, CN **Joël BIARD**, philosophe ; **Annie BIDET**, économiste ; **Jacques BIDET**, philosophe ; **Maryvonne BIHAN**, universitaire, économiste ; **Michel BIT** **René BOURREAU**, sociologue ; **Jean BRAFMAN**, dentiste ; **J.-M. BRIARD**, IATOS ; **Claude BROCHARD**, cadre supérieur, collectivité te riale ; **Alain BROUHMANN** employé d'assurance, syndicaliste ; **Paul BROUZENG**, professeur université Paris-XI-Orsay ; **Thierry BRUNSH** histoire ; **Geneviève BOTGARTNER**, juriste ; **P. BOUFFARTIGUE**, chargé de recherche, CNRS ; **Michel BOURNAUD**, administrateur territo

René BOURREAU, sociologue ; **Jean BRAFMAN**, dentiste ; **J.-M. BRIARD**, IATOS ; **Claude BROCHARD**, cadre supérieur, collectivité te riale ; **Alain BROUHMANN** employé d'assurance, syndicaliste ; **Paul BROUZENG**, professeur université Paris-XI-Orsay ; **Thierry BRUNSH**

ployé de banque, syndicaliste ; **Alain CAKRY**, économiste ; **Hélène CARTERON**, documentaliste, INSERM ; **Antoine CASANOVA**, professeur
université, histoire ; **Gérard CENDRES**, universitaire ; **Claudine CHARFE**, IATOS, syndicaliste ; **Maryvonne CHARPENTIER**, chargée de mission,
MF ; **Guy CHAUTARD**, chercheur (éco) à l'IFRESI de Lille ; **Alain CHENU**, sociologue ; **J.-Ph. CHIMOT**, maître de conférences, Paris-I ; **M. CHI-**
O, médecin ; **Geneviève CLANCY**, professeur, université Paris-I ; **Yves CLOT**, psychologue du travail ; **Michèle COCHARD**, directrice d'hôpi-
l ; **Fabien COHEN**, docteur, secrétaire-général du syndicat national des chirurgiens-dentistes des centres de santé ; **Jacques COHEN**, maître de
nférences ; **Jeanine COHEN**, chercheur CNRS ; **Patrice COHEN-SEAT**, avocat ; **Alain COLAS**, ingénieur, CNRS ; **André COLLINOT**, maître
conférences à Paris-III, linguiste ; **Marie-France CONUS**, maître de conférences, économie ; **Frédéric CORDOBA**, économiste ; **P. COUBEAU**,
iversité Paris-VII ; **Marie COTTRELL**, professeur de mathématiques, université Paris-I ; **Roger COULON**, médecin ; **Jean-Pierre DANAY**, ingénieur ;
nnick DAVISSE, inspecteur pédagogique ; **Donat DECISIER**, administrateur CNAM ; **J. DELON**, IATOS ; **Christine DELPHY**, CNRS, sociolo-
ue ; **Sylvie DESCHAMPS**, enseignante ; **Claude DIDRY**, sociologue, CNRS ; **Yves DIMICOLI**, économiste ; **Jean-Paul DOMIN**, doctorant ;
. DROUIN-BEN HAMIDA, médecin ; **François DUCASTEL**, ingénieur général honoraire des télécommunications ; **Pascale DUFOUR**, institu-
ice ; **Guy DUPRE**, ingénieur à l'Institut national de physique nucléaire et des particules ; **Isabelle EDMOND-AMIN** ; **Jean-Louis ESCUDIER**,
conomiste, chargé de recherche, CNRS ; Docteur **Marc ESPIER**, maître de conférences, université, praticien hospitalier, hôpital St-Louis ;
Vlady FERRIER, administrateur CNAVTS, AGIRC, ACOSS ; **Nicole FIORI-DUHARCOURT**, professeur, Marne-la-Vallée ; **Dominique FIRARD**,
NSERM ; **Robert FISCHER**, universitaire ; **Colette FLEURET**, universitaire retraitée ; **Victor FLEURET**, universitaire retraité ; **Monique FLO-**
ENZANO, économiste, CNRS ; **Louis FONTVIEILLE**, économiste, directeur de recherche, CNRS ; **J.-M. FOUGUERRE**, syndicaliste ; **Chris-**
an GABET, Paris 12e ; **Raymond GALINSKI** , professeur d'université, praticien hospitalier ; **Guillaume GAREL**, étudiant en histoire ; **Isabelle**
ARO, ATER, philosophie, Paris-I ; **Olivier GEBUHRER**, universitaire ; Docteur **Jacqueline GERBEAU**, médecin, Allier ; **Bernard GIRARD**, maî-
re de conférences, mathématiques ; **Abdelmajid GUELMAMI**, enseignant et chercheur ; **Yvonne GIRARD**, maître de conférences, Paris-I ;
acques GIRAUD, professeur des universités, historien ; **Emmanuel GLEVEAU**, étudiant en histoire ; **Francine GLOBET**, ingénieur, CNRS ;
iliane GOUPIL, IATOS ; **Alain GRAS**, professeur de philosophie ; **Daniel GRINBERG**, médecin libéral ; **Jean-Luc GUBER**, médecin ; **M.E.**
HANDMAN, maître de conférences, EHESS ; **Philippe HERZOG**, professeur d'université, économiste ; **Mohamed HIFI**, ATER, informatique ;
François HINCKER, historien ; **Liem HOANG NHOC**, économiste ; **Michel HOGUIN**, administrateur CGT Banque, cadre bancaire ; **Philippe**
HOURCADE, secrétaire général, fédér. CGT personnels organismes sociaux ; **Raymond HUARD**, professeur émérite d'université ; **Michel HUSSON**,
chercheur ; **Pierre IVORRA**, journaliste ; **Jacques-Henri JACOT**, professeur d'université, économiste ; Dr **Anièce JZRAELEWICZ**, médecin
biologiste ; Dr **David JZRAELEWICZ**, médecin biologiste ; **Annie JOLLET**, maître de conférences, histoire ; **Jean-Paul JOUARY**, philosophe ;
Jean-Pierre JOUFFROY, peintre ; **Michel KAPLAN**, professeur à l'université de Paris-I, histoire ; Dr **Rose KATZ**, directeur de recherche à l'INSERM ;
Pierre-Jean KAUGEL, économiste ; **Sam KROUCK**, médecin libéral ; **Annie LACROIX-RIZ**, professeur d'université, histoire ; **Raymonde LADE-**
FROUX, retraitée CNRS ; **Annie LAMANTHE**, sociologue ; **Caroline LANCIANO-MORANDAT**, ingénieur ; **Nicole LAPORTE**, douanes ; **Gérard**
LAUTON, maître de conférences, Paris-XII ; **Michèle LAUTON**, maître de conférences, Paris-XI ; **Claude LECAILLE**, universitaire ; **Pascal LEDE-**
RER, directeur de recherche au CNRS ; **Jean-Christophe LE DUIGOU**, économiste, membre du CES ; **Cécile LEFEVRE**, EHESS, (Ecole des
Hautes études en sciences sociales) ; **Yves LEFEVRE**, directeur d'école, Paris-19 ; **Florence LEFRESNE**, économiste ; **M. LEMAINE**, chargée
de recherche, CNRS ; **Annie LEMEUR**, IATOS ; **Serge LEROUX**, professeur associé, économiste ; **Odile LETOLLE**, aide-soignante ; **Patrick**
LETREMY, maître de conférences, mathématiques ; **Rosette LIDEREAU**, chercheur INSERM ; **M. LIMOUSIN**, médecin ; **Danielle LINHART**,
sociologue ; **Jean LOJKINE**, sociologue ; **Virgine LORNIER**, psychologue EPDSAE ; **Jean-Claude LOUCHART**, enseignant en gestion ; **Claude**
LOUPIAC, maître de conférences, histoire de l'art, Paris-I ; **Yves LUGINBUHL**, directeur de recherche, CNRS ; **Yannick LUNG**, professeur
des universités, Bordeaux-IV ; **M. MABELLI**, médecin ; **Jean MAGNIADAS**, économiste ; **M. MAUREL**, maître de conférences en philosophie ;
Stéphane MARCHE, cadre bancaire ; **André de MARMIER**, MCF, mathématiques ; **Anne-Marie MARTY**, INSERM ; **Olivier MASCLET**, ATER,
sociologue ; **Fabien MAURY**, doctorant, économiste ; **Francine MAZIERE**, linguiste, université Paris XIII ; **Suzanne MENDES**, sociologue, CNRS ;
F. MENUISIER, directeur ; **Sandrine MICHEL**, économiste, doctorante ; **Jacques MILLIEZ**, professeur d'université, praticien hospitalier ; **Catherine**
MILLS, maître de conférences ; **Benoît MONNIER**, spécialiste droit et économie de la santé ; **Jean-Pierre MONTALICO**, post-doctorant à la
recherche d'un emploi ; **Daniel MONTEUX**, universitaire ; **Maurice MORINEAU**, instituteur ; **M.-J. MOSNI**, agent de service ; **Pascal MOUSSY**,
juriste ; **René MOUSTARD**, dirigeant sportif ; **Pierre MULLER**, statisticien ; **Claudine NORMAND**, universitaire, Paris-X ; **Guy ODENT**, universi-
taire ; **Muriel OMS**, direction service hygiène et santé, Romainville ; **J.-L. OUTIN**, chercheur CNRS, économiste ; **Catherine PAIX**, chercheur
CNRS ; **Alain PAKER**, économiste ; **Xavier PAPAIS**, ATER en philosophie ; **Bernard PARANQUE**, économiste ; **Jean-Louis PASSART**, écono-
miste ; **Gilles PATE**, plasticien ; **François PERINET**, maitre de conférences, Orsay ; **Jacques PERREUX**, Vitry ; **Roland PFEFFERKORN**, socio-
logue, université de sciences humaines, Strasbourg ; **Mireille POIRIER**, maître de conférences, droit privé ; **J.-Pierre POITOU**, directeur de recherche
CNRS, psychologue ; **Christophe PRUDHOMME**, médecin hospitalier ; **Yvon QUINIOU**, universitaire ; **Evelyne REBOUL**, IATOS ; **Philippe REBOUL**,
retraité ; **Denis RECOQUILLON**, rédacteur en chef d'*Economie & Politique* ; **Anne REIMAT**, économiste, doctorante ; **Jean-Claude RENOUX**, écrivain-
conteur ; **Aymé REVALE**, administrateur CNAV ; **Vassiliki ROBIN**, ingénieur CNRS ; **Gilbert RODRIGUEZ**, bibliothécaire ; **Henri ROLLIN**, mutua-
liste ; **Robert ROMAN**, agent ; **Daniel ROME**, économiste ; **Claudine ROMEO**, maître de conférences ; **Pierre ROUBAUD**, biologiste, Paris 7e ; **Thierry**
ROUSSEAU, sociologue ; **Jean-Pierre RUNON**, éducateur sportif ; **Carla SAGLIETTI**, Paris 15e ; **Yves SAINT-JOURS**, professeur de droit ; **Mar-**
cel SAINT-POL, directeur de projet ASTS ; Dr **Michel SAKKA**, paléo-anthropologue ; **Benjamin SALESSE**, université Paris-I ; **Pierre SALY**, maître
de conférences, histoire ; **Daniel SANCHIS**, consultant d'entreprise ; **Claude SEUBEAU**, universitaire et syndicaliste ; **Dominique SICOT**, journa-
liste ; **Bernard SIGG**, psychanalyste ; **Jacques SOURIAU**, économiste, secrétaire général d'*Issues* ; **Arnaud SPIRE**, journaliste, philosophe ; **Valère**
STARASELSKI, écrivain ; **M. STEINLING**, professeur des universités, médecin hospitalier, CHRU Lille ; **Jean-Jacques SURZUR**, cadre bancaire ;
A. SYLVESTRE, angliciste, université Paris-XIII ; **Michel TAFFLET**, Paris 12e ; **Jean-Pierre TERRAIL**, sociologue ; **Jean-Paul TERRENOIRE**, socio-
logue, CNRS ; **Danièle TERRER**, ingénieur d'études, CNRS ; **Yvonne TEYBER**, secrétaire ; **Leslie THOMPSON**, maître de conférences, linguiste,
Paris-I ; **Anapola TOUATI**, professeur d'université, praticien hospitalier ; **Marcel TOUATI**, médecin ; **Jean-François TOURNADRE**, universitaire ;
Maryse TRIPIER, sociologue ; **Myriam TSIKOUNAS**, historienne, professeur d'université ; **Michel VAKALOULIS**, philosophe ; Professeur **Michel**
VAN PRAET, centre muséologie, muséum national histoire naturelle ; **Livia VELPRY**, étudiante en sociologie ; **Luc VINCENTI**, philosophe ; **Domi-**
nique YPSILANTIS, maître de conférences, science des matériaux, Evry ; **Yves SIGMAN**, cadre sécurité sociale ; **Elisabeth ZUCKER**, démographe.